

# Un symbole en péril

## Entretien avec Pierre Dansereau

Yves Beauregard et Alyne LeBel

Numéro 22, été 1990

Il était une fois le Saint-Laurent

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/7639ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Beauregard, Y. & LeBel, A. (1990). Un symbole en péril : entretien avec Pierre Dansereau. *Cap-aux-Diamants*, (22), 19–21.

# UN SYMBOLE EN PÉRIL

## Entretien avec Pierre Dansereau

Pour son numéro sur le Saint-Laurent, *Cap-aux-Diamants* a rencontré ce Québécois, de la génération des André Laurendeau, Pierre Trudeau, Gérard Pelletier, que l'*Encyclopedia Britannica* décrit comme un des spécialistes mondiaux de l'écologie. Récipiendaire de nombreux trophées et prix, celui qui aime à se définir comme l'écologiste aux pieds nus, en référence à son intérêt pour le concret, vient de se mériter le prix Inter-America pour ses travaux. *Cap-aux-Diamants* lui a demandé s'il était encore possible de sauver le fleuve Saint-Laurent.

Propos recueillis par Yves Beaugard et Alyne LeBel\*

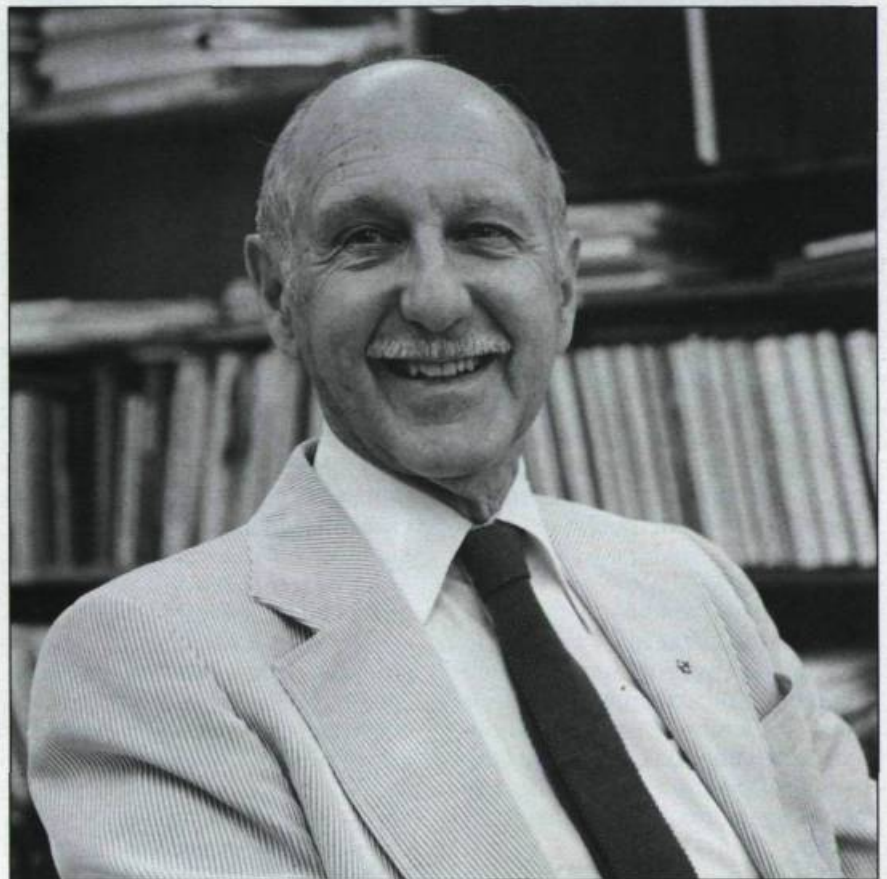
**Cap-aux-Diamants** – À quand remonte votre intérêt pour le Saint-Laurent?

**Pierre Dansereau** – D'abord, mon père était ingénieur des Travaux publics et dès les années 1922-1925, il était question de canaliser le Saint-Laurent. Très tôt, nous avons été appelés à voyager à travers les États-Unis et à visiter des villes comme New York et Chicago, où des travaux du genre étaient projetés ou en cours. C'est donc dire que mon intérêt pour cette question remonte à très longtemps.

Ironiquement, je vivais à Outremont, une ville qui ne possède pas de fenêtre sur le fleuve. Toutefois, chaque été, nous descendions ma famille et moi à Percé pour les vacances annuelles. Jusqu'à la construction du pont de New Richmond, nous emprunions le train qui traversait la vallée de la Matapédia. Après 1929, nous avons été parmi les pionniers à effectuer le trajet en automobile. Chaque fois, nous arrivions couverts de poussière.

**C.A.D.** – La pollution était-elle déjà une préoccupation?

**P.D.** – Pas encore. Les écologistes croyaient que la nature réglait tout elle-même. Cette erreur a causé des dommages irréparables un peu partout au Québec. À cette époque, l'État cédait de vastes concessions forestières à des compagnies papières peu soucieuses du patrimoine. Certaines d'entre elles, comme la Compagnie internationale de papier,



*L'écologiste Pierre Dansereau dans son bureau de l'université du Québec à Montréal en 1984. Photographie Dan Gatz, Conseil national de recherches du Canada. (Archives de Pierre Dansereau).*

se trouvaient toutefois en avance sur le gouvernement et pratiquaient déjà des politiques de reboisement.

**C.A.D.** – Qui a d'abord sonné l'alarme?

**P.D.** – Il a fallu le courage de biologistes comme Vadim Vladikov, qui s'intéressait au sort du béluga dès la

décennie 1940. Au Québec, l'initiative revient à Gustave Prévost, directeur de l'Office de biologie du ministère des Terres et Forêts et chargé de cours à l'université de Montréal. Son successeur, Vianney Legendre, se souciait d'enseigner aux chasseurs et aux pêcheurs l'intérêt de sauvegarder la flore et la faune pour les générations à venir. C'est également à ce



Avec à l'arrière-plan l'église Saint-Viateur d'Outremont, Pierre Dansereau et deux de ses tantes en 1915. (Archives de Pierre Dansereau).

moment que le frère Marie-Victorin offre un cours sur les ondes de la radio d'État présenté sous forme d'émissions consacrée aux arbres tels les frênes, les érables, les épinettes. Diffusés sous forme de brochures, ces cours parvenaient aux écoles de toute la province. Vous savez, quand les universitaires sont complètement absents de la scène publique, il y a un risque.

Pour ma part, j'ai toujours fait de la vulgarisation même si je crois que le chercheur a besoin de sécurité et d'isolement pour découvrir et pour créer. Toutefois, si les professionnels de certaines disciplines sont absents de l'avant-scène, j'estime que les universitaires sont vraiment en danger.

Les décennies 1940 et 1950 donnent le véritable coup de départ scientifique du mouvement écologiste international. Déjà au Canada, le premier parc national apparaît en 1885. Ses promoteurs cherchaient alors à maintenir les plantes et les animaux vivant à l'état sauvage. Ce mouvement des naturalistes correspond à la première phase de la conservation. Ensuite, dans les années 1950, les écologistes se sont intéressés aux domaines modifiés par l'homme: l'agriculture, l'industrie, la ville. À ce

moment, la plupart des écologistes était des biologistes.

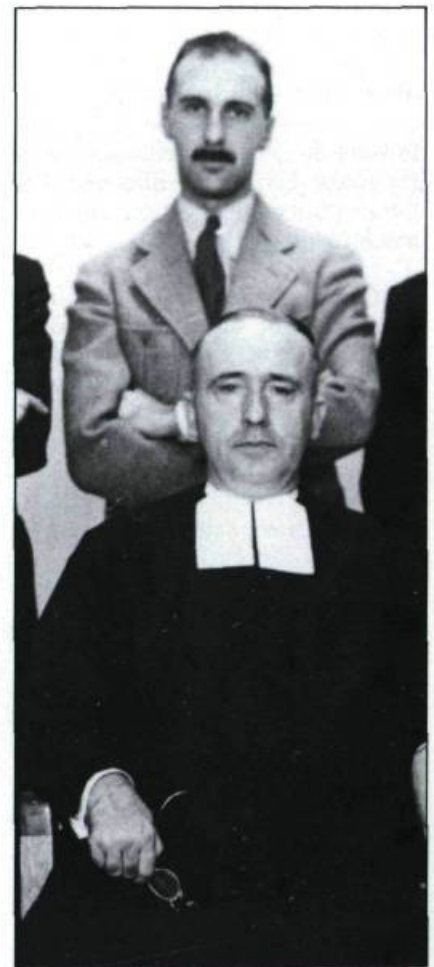
Les années soixante nous reportent au cœur de ce que l'on a appelé la crise de l'environnement. Dans cette seconde phase d'éco-développement, on prétendait combattre et réprimer les abus. On n'en était pas encore à la planification du territoire, qui doit être le véritable objectif. Actuellement, les gouvernements provincial et fédéral semblent s'accorder, ce qui est rare, sur un programme de dépollution du Saint-Laurent. Mais la véritable question consiste à se demander à quelle fin? Les priorités sont-elles la natation libre, le canotage, l'eau potable, la flore et la faune? Il importe de définir correctement ces besoins avant tout le reste.

C.A.D. – Quelle serait le meilleur moyen pour tenter de trouver une solution globale à nos problèmes d'environnement?

P.D. – Il faut une planification mondiale. Le problème des pluies acides nécessite une solution générale. Durant ses huit années à la présidence des États-Unis, Ronald Reagan a cherché à nier le problème. Il utilisait la phrase qui termine tous les travaux de recherche: «Nous n'en savons pas

encore assez long, il faudrait continuer les recherches». Or, nous en savons amplement pour entreprendre le processus de dépollution. Il faut un accord majeur, rigoureux et «policé», entre Washington et Ottawa pour venir à bout du problème.

Aujourd'hui, on a atteint un stade macro-écologique où les villages, les états, les provinces et les pays se retrouvent dans l'impossibilité de régler seuls leurs problèmes. La survie des baleines, des bélugas, des pingouins de l'Antarctique contaminés par le DDT exigent une solidarité mondiale. Cela nous ramène au Secrétariat à la mise en valeur du Saint-Laurent, récemment mis sur pied par le gouvernement fédéral avec l'appui du gouvernement provincial. Cet institut a pignon sur la Grande Allée, à Québec, et se voue à la survie du fleuve. Leur intention est de faire du



Sur cette photo de 1939 prise au Jardin botanique de Montréal nous reconnaissons le frère Marie-Victorin et derrière lui, Pierre Dansereau. (Archives de Pierre Dansereau).

fleuve un véritable prototype et de tout mettre en œuvre pour régler les problèmes écologiques.

On avait déjà un autre prototype avec la baie James. Cette décision politico-économique du premier ministre Robert Bourassa a été prise sans consultation en 1970. Même Hydro-Québec n'était pas au courant. Ce projet a soulevé un tollé de la part des écologistes un peu partout à travers le monde et non seulement ici.

Hydro-Québec a répondu à ces protestations en souscrivant des millions de dollars en recherches écologiques et le projet original a été modifié. La société d'État a fait dresser une série de petits barrages pour protéger la flore et la faune. Tout ce qui a été fait n'a pas été pour le mieux dans le meilleur des mondes, mais il s'agissait d'un effort remarquable. Le déroulement de la construction et de l'exploitation de la baie James contient assez de leçons pour entreprendre une vaste initiative centrée sur le bassin du Saint-Laurent.

C.A.D. – Est-ce qu'il y a un secteur de l'écologie marine québécoise qui vous préoccupe plus particulièrement?

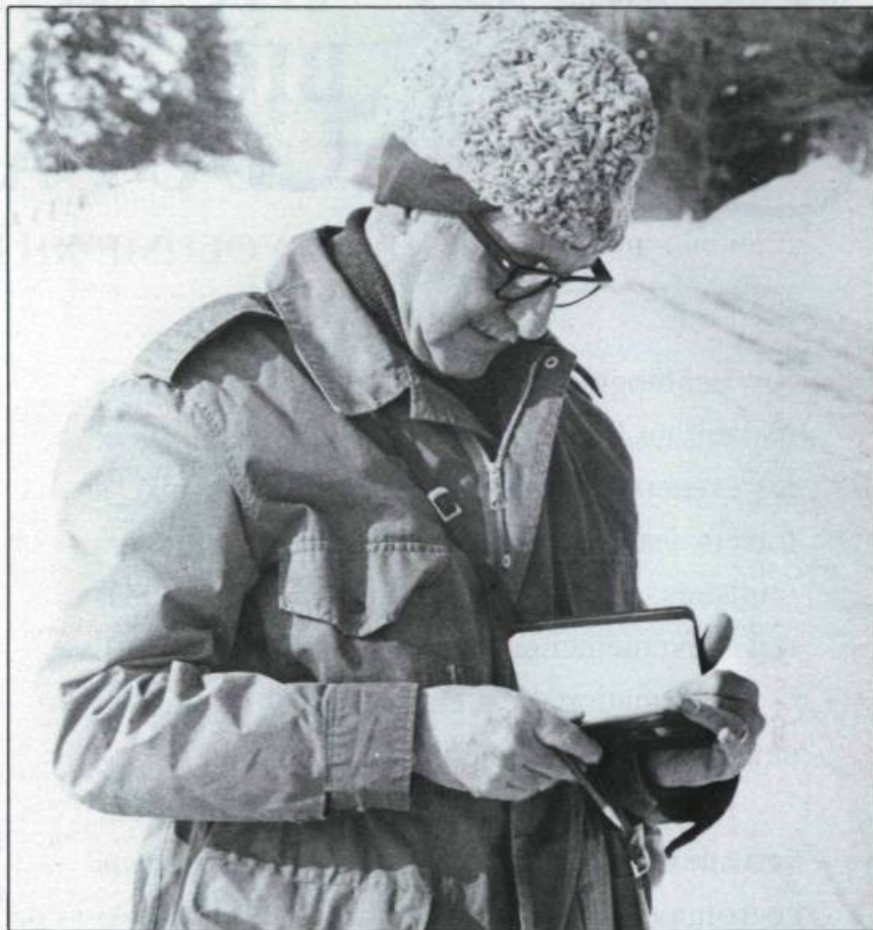
P.D. – À l'heure actuelle, la protection des terrains inondés n'existe à peu près pas. Pourtant, cette forêt contient une flore et une faune radicalement différentes de celles qui se trouvent sur les pentes bien drainées. Près de Sainte-Rose, dans la rivière des Mille Îles, les terres abritent encore des forêts encore intactes d'érables argentés. Juste en face du parc de Saraguay, l'île aux Chats serait également à protéger. Que dire de l'île Bizard qui se trouve maintenant entre les griffes des spéculateurs. Malgré l'énergie et le dévouement de certaines personnes qui cherchent à contrer le dézonage agricole, il s'agit d'un véritable désastre. Un peu partout en ce moment, les municipalités se font complices des massacres en cherchant à augmenter leurs revenus. Un champ de maïs ne fait pas le poids contre un espace égal où s'élèvent des tours d'habitation. Les forces contradictoires se heurtent continuellement et le lobby de la construction est extrêmement puissant. Ainsi, le maire de Laval, la

deuxième plus grande ville de la province, a construit sa maison dans la zone inondable.

C.A.D. – Selon vous, est-il trop tard pour sauver le Saint-Laurent?

P.D. – Non, mais des projets comme celui de racler le fond à la baie des Anglais sur la Côte Nord sont à proscrire. C'est un peu la même chose

fort bien. Il ne faut pas oublier que la nature fait ce qu'elle peut pour survivre et que dans bien des cas l'homme s'est montré supérieur à la nature. Notre civilisation est basée sur l'efficacité et l'homme a réussi à produire des graminées dont les rendements restent tout à fait inédits dans la nature. Il faudrait donc ramener le fleuve dans son état originel dans certains secteurs sans pour cela



Pierre Dansereau au travail sur le terrain à Sainte-Scholastique en 1971. Photographie: Chris Allen.  
(Archives de Pierre Dansereau).

avec la promenade que les autorités municipales de Longueuil veulent construire le long du fleuve. Ce projet vaut bien que l'on sacrifie quelques frayères de brochets, contrairement à ce qu'en pense le ministère de la Chasse et de la Pêche. Cette espèce n'est pas menacée et il importe de faire la part des choses. De même, là où il y a du béton, il est possible de reconstruire des plans alternés entre les milieux naturels et ceux transformés par l'homme. D'un point de vue environnemental, cela se défend

nier les besoins d'efficacité des zones portuaires et industrielles. Tout est question de priorités, et d'équilibre. ♦

Cet entretien avec l'écologiste Pierre Dansereau s'est déroulé le jeudi 5 avril 1990 à Montréal dans son bureau de l'UQAM situé sur la rue Sainte-Catherine Ouest.

\*Membres du comité de rédaction